

Communiqué de presse**5 Mai 2006****Menaces de mort contre des activistes qui ont dénoncé des abus dans le secteur des ressources naturelles en RDC**

La coalition Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) condamne les récentes intimidations de ses membres qui mènent la campagne pour une meilleure gestion des ressources naturelles en République Démocratique du Congo (RDC). Deux activistes proéminents de la société civile dans la province du Katanga, dans le sud-est du pays, ont reçu des menaces de mort après que le Réseau Ressources Naturelles (RRN) – un ensemble d’organisations non gouvernementales congolaises- ait publiquement critiqué la mauvaise gestion dans le secteur des industries extractives.

Dans une déclaration du 19 Avril 2006, le RRN dénonçait la corruption, les contrats léonins, le recours à la main d’œuvre des enfants dans les mines, la dégradation de l’environnement et le non-respect des normes internationales en matière de responsabilité sociale par les compagnies extractives. Ils ont demandé que tous les individus impliqués dans le pillage des ressources naturelles de la RDC soient poursuivis et qu’il y ait des sanctions contre des compagnies multinationales qui bénéficient de ces pillages.ⁱ

Suite à cette déclaration et une conférence de presse, au moins deux activistes proéminents du Réseau- Jean Pierre Muteba secrétaire général du syndicat Nouvelle Dynamique Syndicale (NDS) et Jean Claude Katende, Président de l’Association Africaine de Défense des Droits de l’Homme (ASADHO/Katanga)- ont reçu des appels téléphoniques anonymes proférant des menaces indiquant que leurs vies seraient en danger s’ils continuaient de publier ce type de déclarations.ⁱⁱ

Jean-Pierre Muteba et Jean Claude Katende sont des activistes très connus au Katanga et leurs organisations ont pendant des années mené la campagne contre les abus dans le secteur des ressources naturelles. Les deux hommes sont aussi membres du comité exécutif national de la coalition PCQVP et du comité de l’Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE) en RDC.

Les membres de la société civile ont été victimes d’intimidations depuis plusieurs années en RDC. Au cours des mois récents, les menaces se seraient intensifiées contre des individus qui oeuvrent contre la corruption et pour une plus grande transparence dans la gestion des ressources naturelles. Ce type d’intimidations semble s’accroître dans la région, avec les tentatives de faire taire les membres de la coalition PCQVP aussi bien au Congo-Brazzaville qu’en Angola.ⁱⁱⁱ

La coalition PCQVP demande au gouvernement de la RDC de condamner publiquement toute intimidation des activistes, de donner des assurances explicites pour leur sécurité et de protéger le droit à la liberté d’expression en RDC.

Pour plus d’information veuillez contacter s’il vous plait :

Henry Parham, Coordinateur International PCQVP : +44 77 6026 8959

Carina Tertsakian, Global Witness : +44 20 75616372

Kirsten Hund, NiZA / Fatal Transactions : +27 73 0875743

Leonie Kiangui, Commission Justice et Paix Kinshasa, Coalition RDC PCQVP, +243 81 050 76 44 et Joseph Bobia, CENADEP, Coalition RDC PCQVP, +243 818 148 539

Notes

ⁱ Pour le texte complet de la déclaration, voir « [Déclaration finale de l'atelier sur le rôle des médias et de la société civile dans l'exploitation des ressources naturelles de la RD Congo](#) », 19 Avril 2006, signée par 17 organisations.

ⁱⁱ « [RD Congo/Kinshasa: Des graves menaces de mort contre des membres du Réseau Ressources Naturelles de la société civile à Lubumbashi](#) », Kinshasa, 3 Mai 2006.

ⁱⁱⁱ Voir communiqué de presse de Publiez Ce Que Vous Payez « [les activistes de la transparence emprisonnés au Congo-Brazzaville doivent être libérés immédiatement et sans condition](#) », 13 Avril 2006.